

RIFSEEP
LES NÉGOCIATIONS
VIRENT À L'AGRE

**bien choisir
son pavé**

page 3

MOJITOS
POUR TOUT LE
MONDE ?

NON
NERCI

ON A
APENÉ NOTRE
SANGRIA...

**les sans-
culotté.e.s**

page 7

**le cocktail
de la
réussite**

page 5



**le journal des luttes
(pas gréco-romaine, gardez vos habits !)**

l'édito

Esprit de Mai

Manifestations aux États-Unis contre la guerre « impérialiste » au Viêt-Nam, printemps de Prague, grève générale en Italie : le mois de mai 1968 a vu plusieurs pays du monde secoués par des mouvements sociaux d'envergure.

De mars à juin, la France vit successivement les étudiants puis les salariés remettre en cause l'autorité du pouvoir gaulliste, qui dû notamment réformer l'Université, augmenter le SMIC de 35% et instaurer une quatrième semaine de congés payés pour apaiser la colère des manifestants.

Tous ces éléments font de Mai 68 le mouvement social de France le plus important du XXe siècle. Cinquante ans plus tard, il anime encore le débat public français. Des courants de pensée revanchards et ultra-conservateurs appellent à « débrancher », voire à « liquider » le mouvement. Une poignée d'opportunistes réécrivent les événements à leur gloire pour mieux justifier leur conversion à un système qu'ils dénonçaient hier encore.

Face à ces courants visibles et bruyants s'élèvent de nombreux militants et citoyens qui revendiquent l'état d'esprit originel du Mouvement, privilégiant l'organisation collégiale aux modes de fonctionnement centralisés et verticaux.

C'est cet esprit que nous avons voulu mettre en avant lors des mouvements de contestation contre la mise en place du RIFSEEP à la MEL. En privilégiant la logique intersyndicale, nous avons mis de côté nos étiquettes pour mieux vous permettre de vous exprimer et rester maîtres de vos décisions.

Dans ce cadre, vous avez souhaité vous rassembler sur le parvis de la MEL le jeudi 19 avril et exprimer votre point de vue auprès du vice-président Alain BERNARD. C'est à nouveau vous qui avez choisi de vous rassembler le 17 mai dernier, dans un cadre festif et convivial. Par ces modes de fonctionnement, vous avez répondu par la solidarité et le collectif contre la logique individuelle du RIFSEEP ; vous avez préféré la transparence des débats aux processus de fonctionnement opaques ; vous avez enfin opposé votre détermination résolue à celle d'une Administration arc-boutée sur ses positions. C'est uniquement animés de cet état d'esprit que l'on continuera à nous faire entendre et respecter. Nous nous devons à tout prix de le faire perdurer.



Vincent Kaleba
Rédacteur en chef

« Cours camarade,
le vieux monde est
derrière toi ! »

Sorbonne, Odéon

Les slogans de ce numéro
ont été écrits en mai 68 et
sont tirés du livre suivant :



l'agenda

- > **Vendredi 25 mai** : réunion RH – OS sur le RIFSEEP (avec communication des montants chiffrés)
- > **Samedi 26 mai** : marée populaire pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité Lille (Porte de Paris) – Départ 14h30
- > **Mercredi 30 mai** : réunion de clôture RH – OS sur le RIFSEEP
- > **Jeudi 7 juin** : passage du RIFSEEP en Comité technique
- > **Vendredi 15 juin** : Conseil métropolitain (vote de la délibération sur le RIFSEEP)



En mai, rebattons le pavé !

Interview de Frédéric DEMARTELAERE, membre de la CGT du SDIS 59 et animateur du collectif « Mai 2018 », auquel la CGT MEL participe.



Le collectif en pleine action à la Bourse du Travail de Lille !

CGT Infos : Frédéric, bonjour. Peux-tu nous expliquer la genèse de ce collectif ?

Suite au mouvement social de l'année 2016 contre la loi EL KHOMRI, nous avons constaté les limites des grosses manifestations, qui n'ont eu que peu d'impact sur la décision politique finale, malgré leur caractère massif. Nous avons donc profité des 50 ans de Mai 68 pour créer un collectif capable de faire converger les différentes luttes du territoire. Selon nous, seule la convergence des luttes permettra de bloquer l'économie et de faire valoir ainsi nos revendications auprès des décideurs. D'autre part, nous avons voulu nous réapproprier le mouvement de Mai, qui tend actuellement à être récupéré à l'occasion de son cinquantenaire.

CGT Infos : quels sont les modes d'actions du collectif pour atteindre ces objectifs ?

Qui y participe ?

Nous avons tout d'abord démarché tous les syndicats membres de l'Union locale CGT de Lille, auxquels nous avons présenté notre démarche et appelé à y participer. Nous avons également pris contact avec les syndicats étudiants de Lille, engagés contre l'application de la loi ORE (Orientation et réussite des examens) dans l'Enseignement supérieur. Nous sensibilisons enfin l'opinion publique au moyen de différents supports de communication (tracts, t-shirts), que nous mettons à disposition lors des manifestations notamment.

CGT Infos : justement, comment les militants et la population ont accueilli la démarche ? Quelles actions sont prévues ?

L'accueil est pour l'instant très positif. Une dizaine de préavis de grève nous sont déjà parvenus. Notre démarche a également été très bien accueillie par les usagers que nous avons rencontrés lors de nos tractages sur Villeneuve d'Ascq et à l'occasion de la manifestation du 1^{er} mai et du barbecue solidaire organisé le 3 mai devant le Conseil départemental.

Propos recueillis par

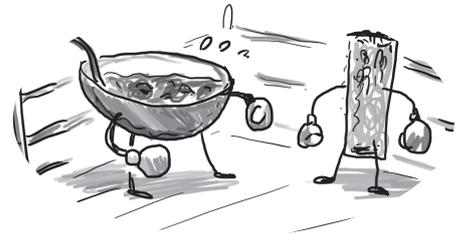
Vincent Kaleba

« L'aboutissement de toute pensée, c'est le pavé. »

Sorbonne



el mojito loco



Un mois de luttes !

Rassemblement, mobilisation, mojito trop sucré et résultat amer.

Vous avez été nombreux à venir exprimer votre point de vue sur le RIFSEEP les 19 avril et 17 mai derniers, à l'appel de l'intersyndicale. Retour sur deux rassemblements inédits dans l'histoire sociale de la Métropole européenne de Lille, qui se sont déroulés dans la bonne humeur et « sans incidents » (source : **La Voix du Nord du 20 avril**)

19 avril : pour vivre heureux, vivons cachés !

Les organisations syndicales vous ont mobilisés avec l'idée de dialoguer en direct avec les décideurs. Ce 19 avril 2018, pas moins de 300 agents se sont réunis sur le parvis de la MEL, dans l'idée d'être reçus par le DGS. Contacté par le standard à notre demande, celui-ci a demandé de « prendre rendez-vous par Internet ». Une façon élégante de nous dire que l'on ne compte pas et qu'une discussion avec nous serait une perte de temps. Du coup, c'est le vice-président Alain Bernard qui l'a fait à sa place, en salle du Conseil. Pris de court, ce dernier s'est borné à déclarer que le calendrier de mise en place serait maintenu, provoquant alors le départ des

participants mécontents. Ces derniers ont voté pour un nouveau rassemblement au mois de mai et pour une rencontre avec le président CASTELAIN.

17 mai : Sangria vs Mojito

Plus de 200 collègues ont répondu à l'appel de l'intersyndicale de se rassembler à 11h00, devant le siège de la MEL. La mobilisation s'est clôturée par une sangria géante... mais bien diluée dans le jus de raisin ! De ce point de vue, elle était à l'image des mojitos : on pouvait en boire trois verres sans risquer l'excès d'alcoolémie ! Mais elle se différenciait par sa couleur et son goût sucré. L'amertume d'un mojito devenu l'emblème de l'Administration n'a rien de comparable avec la simplicité d'une sangria.

Quelques idées fortes

Mais la boisson n'a pas occulté l'essentiel de la mobilisation ! Des représentants de l'intersyndicale ont pris la parole et le micro a ensuite circulé parmi les collègues présents. La CGT a, quant à elle, rappelé certains constats préoccupants : de nombreux agents sont déclassés

et leurs fonctions ne sont pas reconnues ; la négociation affichée par l'Administration n'en est pas une ; des primes et indemnités seront soit supprimées soit forfaitisées au détriment des agents ; les déclassés auront un impact en CAP quant aux promotions ; les fonctions exercées et non reconnues auront un impact sur le service public rendu par la MEL. À l'issue de ce tour de parole, les collègues ont voté à une large majorité la décision de débrayer ce jour et de ne pas se rendre à la réunion d'information organisée par l'Administration l'après-midi.

la rédaction





Dernière minute : le Socle vous dit tout !

Interview d'un camarade présent pour prendre des notes lors de la réunion d'info sur le RIFSEEP organisée en toute hâte le même jour par l'Administration !

CGT Infos : salut à toi, camarade ! Alors, cette réunion a-t-elle fait le plein ?

Le Socle : Pas vraiment. Alain BERNARD présidait la réunion avec le DGS et ses DGA. Mais la salle du Conseil a seulement compté 50 collègues venus pour s'informer et pour poser des questions concrètes sur le devenir de leurs primes actuelles et sur les problèmes de déclassement.

CGT Infos : qu'est-ce que les intervenants ont annoncé au final ?

Le Socle : à ces interrogations, il a été répondu que le RIFSEEP porterait à 80% sur le grade et que les déclassements seraient réétudiés par l'Administration et un cabinet externe, avec rattrapage rétroactif sur la fiche de paie en cas

de révision du poste en EPA. Surtout, les intervenants ont indiqué que des montants chiffrés seraient communiqués aux syndicats le 25 mai après validation politique du Bureau de la MEL (NDLR : soit 5 jours avant la réunion de clôture RH/OS prévue le 30 mai).



Rassemblement sur le parvis de la MEL le jeudi 19 avril

CGT Infos : selon toi, quelle a été l'ambiance générale de cette réunion ?

Le Socle : bah, assez bizarre en fait. Le DGS n'arrêtait pas d'appeler « mes amis » les agents présents. Mais cette marque d'attention ne l'a pas empêché de remettre à leur place des collègues qui ont osé l'interpeler.

« Penser ensemble,
NON ! Pousser
ensemble, OUI ! »

Assas

« La barricade
ferme la rue mais
ouvre la voie. »

Censier





allumeeeeeer, le feu !

Que reste-t-il de Mai 68 ?

50 ans après ces événements auxquels chacun se réfère, en bien ou en mal, qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Certains diront qu'il s'agit d'une parenthèse idéaliste dans l'Histoire, que la réalité a eu vite fait de rattraper. D'autres y verront au contraire le début d'une nouvelle société qui s'est défaite de ses chaînes. A vrai dire Mai 68 a été protéiforme, chacun y allant de sa revendication. D'un côté les ouvriers, dans la continuité des luttes menées depuis le XIX^{ème} siècle, tentaient d'arracher de meilleures conditions de travail, de meilleurs salaires et plus de congés payés.

Sur les 21 millions de Français en âge de travailler, 10 millions auront rejoint la grève générale le 22

mai. La France est à l'arrêt mais cinq jours plus tard, Jacques Chirac, secrétaire d'État à l'Emploi, négocie avec les organisations syndicales le fameux Protocole d'accord de Grenelle : augmentation du salaire minimum de 35%, hausse des salaires de 10%, octroi d'une quatrième semaine de congés. On se souvient peu de ces acquis. La première chose à laquelle on pense, ce sont les manifestations étudiantes. Alors qu'un meeting a lieu dans la cour de la Sorbonne, le recteur fait intervenir les forces de l'ordre pour déloger les militants - cela vous rappelle quelque chose ? Parmi eux, huit de Nanterre seront convoqués en commission disciplinaire. En signe de solidarité, de grands professeurs de Nanterre viendront les

soutenir. Emmanuel Macron se souvient-il, à l'heure où son gouvernement déluge les étudiants par la force, que son mentor philosophique, Paul Ricœur, venait porter son soutien à Daniel Cohn-Bendit au lendemain des échauffourées de la Sorbonne ? Daniel Cohn-Bendit se souvient-il lui-même avoir mené des milliers d'étudiants à dénoncer le consumérisme et le capitalisme ?

Les étudiants entendent libérer la parole des jeunes, se défaire de l'autorité, qu'elle soit parentale ou politique. La libération sexuelle et l'émancipation des femmes sont également en germe. La loi sur l'Interruption Volontaire de Grossesse n'aurait sans doute pas pu aboutir sans Mai 68 ! Que reste-t-il donc de tout cela ? Il y a évidemment eu une libération des mœurs et une amélioration des conditions des femmes. Mais avons-nous perçu que parallèlement à la libération de l'individu, le groupe est devenu moins fort ? Le capitalisme ne se sert-il pas de notre individualisme pour fragmenter les travailleurs, les désunir ? Comment rassembler des salariés dont les statuts sont tous différents ? En individualisant le traitement des travailleurs, le pouvoir en place se prémunit de grandes manifestations, voire de révoltes populaires. Pour autant, l'envie est toujours là : le mouvement Nuit debout, s'il a échoué, a quand même eu le mérite de montrer que la flamme révolutionnaire n'était pas éteinte. N'est-ce pas cette flamme qui s'est embrasée à plusieurs reprises en France qui fait de notre pays celui des droits de l'Homme ? Ce peuple qui refuse de renoncer à l'idéal de liberté, d'égalité et de fraternité c'est le nôtre et il n'a pas de frontières.



Paquito

« Ne me libère pas, je m'en charge. »

Nanterre

rhoooo, le langage !



Dialogue Social à la MEL, mon c.. !

Au lendemain de la journée de mobilisation prévue notamment par la CGT, Philippe Martinez fait le point sur France info. « Il n'y a pas de dialogue social. Le président se moque des syndicats (...) on rentre en réunion, vous en avez un texte, vous ressortez avec le même texte ». Cela ne vous dit rien ??!! Eh ben si, c'est exactement pareil à la MEL. Celle-ci se targue de pratiquer le dialogue Social avec un grand S. Rassure-toi, Philippe nous avons les champions du Monde du dialogue Social, ici. On ne peut pas dire qu'il n'y a pas de réunion RH/OS, il y en a, c'est sûr ! **Des réunions d'enfilage**

de perles comme disait notre camarade Stéphane Dumez. 30 heures de réunion sur le RIFSEEP où à chaque fois, pas plus d'infos. Un grand vide, du néant. Pourtant j'en ai vu et j'en ai connu des réunions. Il y avait de la concertation, du dialogue et on arrivait à un consensus. **Depuis 4 ans, plus rien. Tout arrive ficelé, cadennassé par le maître des lieux.** La maison MEL n'est pas gérée par un politique mais par un fonctionnaire. C'est qui le patron ici, hein !! Tiens cela

me fait penser à la fameuse pub pour une entreprise de location de voitures : « Alors c'est qui le patron ?!! ». A la MEL, le Président est inexistant, il n'a jamais reçu les syndicats depuis sa mandature, on nous envoie le 1^{er} Vice-Président à la place. Nostalgie, où es-tu !! 42 ans dans cette boîte, je n'ai jamais connu pareil mépris envers les syndicats, surtout envers la CGT, dialogue social si tu m'entends reviens vite avant que cela ne dégénère !

le Ché

SNCF: La bataille du rail

Les cheminots continuent la lutte pour le maintien d'un service public ferroviaire en France. Les 147 000 agents de la SNCF sont en train de répondre à un référendum pour donner leur avis sur la réforme de la SNCF, et ce malgré les tentatives de la direction pour les en empêcher. Cette même direction tente de faire pression sur les cheminots, en augmentant les retenues sur salaire des grévistes, contrairement à ce que prévoit le règlement interne de la SNCF, et en offrant des primes à ceux qui ne font pas grève ! Par ailleurs, nous apprenons, dans le compte rendu d'une réunion début mai entre le gouvernement et des cadres dirigeants de la SNCF que ces derniers acceptent que seules les parts de la Holding SNCF (la maison-mère) soient «inaccessibles».

En clair, la privatisation de la SNCF est en route, contrairement aux promesses faites par le gouvernement ! Est-ce étonnant ? D'autres promesses avaient été faites en leur temps pour garantir que ni Air France, ni France Télécom, ni GDF ne soient privatisées... Rappelons que depuis sa privatisation, le chemin de fer britannique a vu la qualité du service ferroviaire se détériorer à grande vitesse : hausse incontrôlée

du prix des billets, trains supprimés et réduction du personnel... Ce qui conduit aujourd'hui près de deux Britanniques sur trois à souhaiter une renationalisation complète. Les propositions de la CGT contre la nocivité de l'ouverture à la concurrence, pour la reprise de la dette par l'État, pour trouver d'autres sources de financement, relever le transport de marchandises, revenir à une entreprise unique et intégrée, améliorer la

production, réinternaliser les charges sous-traitées ou filialisées, renforcer le statut et les droits sociaux, protéger les salariés de la branche ferroviaire par l'obtention de garanties collectives, doivent être entendues ! Il faut mettre un terme à cette religion du marché, dictée par la finance et par la Commission européenne, qui pousse les Etats et les entreprises à la faillite et les êtres humains à la misère. Solidarité totale avec les cheminots !

Pépé Roquet



Soutien financier aux cheminots : les retraités mouillent la chemise !

La section CGT des retraités de la MEL remercie les agents qui ont apporté, le 4 mai dernier, leur soutien financier aux cheminots en grève depuis le début du mois d'avril. Parce que l'action ne concerne pas directement les compétences métropolitaines, les militants retraités n'ont pas pu se mettre à l'entrée du restaurant communautaire. Le chèque sera remis aux cheminots de Lille prochainement.

Camille Duhayon

Animatrice de la section CGT des retraités de la MEL

NDLR : si vous voulez soutenir les grévistes, vous pouvez adresser vos dons à : Confédération générale du travail «Solidarité CGT Luites 2018» - Service comptabilité - 263, rue de Paris 93100 MONTREUIL

Qui, qui, qui s'étooooooneraaaaa ?



RIFSEEP : journal de bord d'un négociateur

Voici maintenant quelques mois : mon syndicat a mandaté deux camarades de la CGT-Mel afin de répondre à l'offre

de négociation de l'administration quant à l'application du RIFSEEP à la Mel. Je connais ce sujet de longue date car le « RIFSEEP » nous a été expliqué en amont par le syndicat. On l'a vu naître.

On a même été l'un des rares syndicats au niveau national à voter contre sa création en 2014. On est en 2018 et dans sa grande bonté l'Administration a programmé une négociation avec les syndicats.

Chouette qu'on s'est dit !

On va pouvoir peser pour limiter les effets néfastes de cette réforme déjà appliquée ailleurs, et bien souvent sans négociation. Cette volonté de négocier était sans doute la résultante de la promesse de revaloriser les salaires faite en 2015 par le président Castelain et réitérée lors de ses vœux de 2018. Puis les mois et les réunions plénières entre Ressources Humaines et Organisations Syndicales ont passé.

La première réunion plénière était intéressante bien que choquante :

le planning des négociations et l'annonce d'une enveloppe « conséquente » nous ont été annoncés tandis qu'on nous demandait de signer un protocole limitant la négociation à presque rien. Ne pas signer ce protocole (sans valeur légale) aurait signifié pour chaque syndicat une exclusion immédiate de la négociation. C'est là que j'ai commencé à douter de l'engagement de l'Administration quant à la négociation (sic). Une enveloppe soit disant conséquente nous a été annoncée lors de cette première réunion : 3,8 millions prévus pour la part « prime/grade » de l'IFSE.

Cette partie de l'enveloppe globale était destinée à l'alignement des primes des Administratifs sur les primes des Techniques. Restait donc à négocier la part « prime/fonction » de cette IFSE. Nous partîmes tous interpellés mais pleins d'espoir quant à la

possibilité de revaloriser les salaires via la part prime/fonction pour l'ensemble des collègues.

La deuxième réunion plénière nous a toutes interpellées (je parle là des organisations syndicales) : la classification proposée par l'Administration faisait fi des catégories A, B et C en déclassifiant les agents. L'administration a ensuite changé sa sémantique en ne faisant plus référence aux cadres d'emploi.

« J'emmerde la société mais elle me le rend bien. »

Condorcet

Une classification partant d'un socle 1 (exécutants) à un sommet 5.7 (DGS et DGA) nous a été soumise : il n'était plus question sémantiquement parlant de A, de B ou de C. **Des chiffres !** Nous avons demandé des chiffres en euros dès la première réunion. **De la reconnaissance !** Nous avons demandé la reconnaissance des métiers depuis la première réunion. **La troisième réunion plénière**, et dernière en date, nous a heurtées (je parle là encore des organisations syndicales). On nous a demandé de ponctionner sur l'enveloppe de 3,8 millions promise pour l'alignement des Administratifs sur les Techniques (il s'agissait là de baisser les primes des techniques pour minimiser l'impact de l'alignement des administratifs sur les techniques).

La partie ponctionnée devant servir à rémunérer les agents quant à leurs fonctions. Après lecture de ce journal de bord... qui s'étonne encore de l'appel à la mobilisation de l'intersyndicale ? Qui s'étonnera de perdre du salaire ? Qui s'étonnera de ne pas être payé pour le métier qu'il exerce ? Le 25 mai prochain : une avant dernière réunion RH/OS sur le RIFSEEP est programmée. Le 30 mai prochain : une réunion de clôture RH/OS mettra fin à ce semblant de négociation. La CGT-Mel restera mobilisée contre les effets néfastes de l'application du RIFSEEP à la Mel. Nous défendrons individuellement les cas de déclassement, nous nous battons en CAP pour faire valoir vos droits à la promotion. Vous avez maintenant conscience du savoir-faire de l'Administration quant à sa mission : minimiser au possible la charge salariale quitte à minimiser vos salaires, quitte à nier vos métiers.

Thierry De Vendt

